

"Non, la France ne souffre pas d'un manque de moyens face à la crise sanitaire"

NICOLAS MARQUES PUBLIÉ LE 23/03/2020 À 15H11 MIS À JOUR LE 23/03/2020 À 17H34



Pixabay

En pleine crise sanitaire, la tentation est évidemment de pointer du doigt le manque de moyens financiers. Selon Nicolas Marques, directeur général de l'institut économique Molinari, c'est oublier le rôle clef de l'anticipation et de la réactivité.

Il n'est pas normal qu'un pays qui se targue d'avoir constitutionnalisé le principe de précaution et d'être exigeant sur la prévention des risques soit aussi déstabilisé par cette crise sanitaire. Depuis plusieurs semaines, la France subit des pénuries et rationne les éléments de protection individuels, notamment les gels et les masques. Une situation sidérante dans un pays avec 1.300 milliards d'euros de dépenses publiques par an, dont 610 milliards au titre de la Sécurité sociale. Prises au dépourvu, les autorités ont réquisitionné les stocks de masques existants, sans que cela permette d'équiper tous les professionnels de santé avec les protections qui leur manquent. Un nombre significatif de praticiens n'a pas été protégé de façon adéquate. On déplore de multiples cas de contamination. Malades sans le savoir, certains soignants ont contaminé à leur insu leurs patients, mais aussi leurs collègues. Conséquence, une double peine avec une diffusion accélérée de la pandémie, conjuguée à une désorganisation de la chaîne de soins au moment où elle est la plus sollicitée. Un gâchis humain aussi bien qu'économique.

Le manque de matériel de base s'explique par l'absence de stock et par notre dépendance vis-à-vis de la production étrangère. Il est anormal d'avoir cherché à faire des économies de bouts de chandelle sur les budgets de prévention. Il est tout aussi inquiétant qu'avec des impôts de production en France équivalent à ceux de 23 pays européens, Allemagne comprise, nous ayons favorisé la disparition de toute une série d'activités. Notre fiscalité déraisonnable est une véritable « subvention aux importations », comme en atteste une note récente du Conseil d'analyse économique. Ce n'est pas un hasard si, depuis 2011, nos autorités prévoyaient d'acheter à la Chine les masques dits FFP2 en cas d'épidémie, en oubliant malheureusement que ce pays était surexposé aux risques de type **coronavirus**. Ce n'est pas un hasard, non plus, si on achète désormais 80% de nos principaux médicaments à l'étranger, ce qui explique le récent rationnement du Doliprane. Même au sein de l'Europe, notre position recule. La France figure au 4ème rang des pays producteurs de médicaments - derrière la Suisse, l'Allemagne et l'Italie - après avoir été leader de 1995 à 2008.

Il est aussi saisissant que nos entreprises françaises, tels LVMH ou Ricard, ne soient pas unanimement soutenues lorsqu'elles réorganisent des chaînes de production pour pallier ces carences. Certains se sont autorisés à les critiquer, en continuant leurs combats idéologiques habituels comme si de rien était. Sans rêver à un monde où

tout le monde apprécierait à sa juste valeur la contribution des entreprises, la simple décence impliquerait de saluer leur implication dans l'effort national ou, à défaut, à s'abstenir de critiques.

Il est tout aussi anormal qu'on résume la crise sanitaire à un manque de financement. Les chiffres montrent qu'on ne manquait pas d'argent, mais qu'il n'était pas aux bons endroits. L'histoire dira probablement que faute d'anticipation, de réactivité et de coordination, le coût de la pandémie a été bien plus lourd. A ce stade, nous avons 3 fois plus de décès que la Corée du Sud, avec 5,5 morts par million d'habitants. Pourtant, nous dépensons chaque année au titre de la santé 56% de plus par habitant que les Coréens. Nos chaînes de soins saturent, le pays se confine, l'économie est quasiment à l'arrêt et les frontières se ferment. La réalité est radicalement différente en Corée du Sud. Les **Coréens ont réussi à faire 6 fois plus de tests** que nous, sur une plus petite population. Cela leur permet de cibler les restrictions de mouvements sur les seuls malades. Du coup, leur économie peut encore fonctionner, avec des frontières ouvertes. Pourtant, la Corée du Sud proche de la Chine a été touchée 6 jours plus tôt que nous. Parmi les raisons qui expliquent leur succès, l'aptitude à intégrer le secteur privé dans la lutte contre la pandémie, qu'il s'agisse de déployer massivement les tests de dépistage ou de traiter les malades dans des établissements à 90% privés.

Nous devons avoir le courage d'accepter que les pays qui s'en sortent le mieux sanitaires, Allemagne et Corée du Sud, sont aussi ceux qui sont les plus efficaces d'un point de vue économique. Ces pays ont une fiscalité plus raisonnable, sont en plein emploi, ont des comptes publics excédentaires. Ils investissent plus en prévention que nous. Ils ont le matériel de protection nécessaire et déploient massivement des tests, alors que nous les rationnons. Cela leur permet d'agir en bon ordre, là où nous sacrifions des hommes et des femmes et notre économie. Notre étrange défaite rappelle celle de mai 40, la France s'écroulant en raison d'un défaut de stratégie et de coordination et non à cause d'un manque de moyens.

Aujourd'hui, la France a besoin d'injecter plus d'argent pour faire face à la crise et il est normal que nos grands argentiers anticipent des déficits plus élevés que prévus. Mais il est anormal que nous ayons entamés cette «guerre» sans jamais avoir rééquilibré nos comptes au cours des 40 dernières années qui, au regard de la crise actuelle, ont été tranquilles. Incapables d'améliorer l'efficacité de nos dépenses publiques, nous avons passé les dernières années à se voiler la face. La critique des excédents budgétaires allemands est devenue une figure de style dans l'Hexagone, sans qu'on réalise qu'un mouvement fondamental de remise en ordre des comptes publics était à l'œuvre chez la moitié de nos voisins. Restaurer ses marges de manoeuvre budgétaires en période d'accalmie, c'est se donner les moyens d'affronter les crises à venir avec des réserves.

Il n'est enfin pas normal que les semaines précédant cette crise sanitaire aient été consacrées à l'analyse d'une réforme des retraites planifiant l'extinction de réserves et capitalisations collectives. Les débats sur la réforme ont donné lieu à une multiplication des propositions visant à consommer de façon prématurées les réserves des caisses de retraite, de la même façon qu'on avait tiré un trait sur les réserves des masques de protection les plus efficaces face au coronavirus. En proie au déni, nous n'avons toujours pas intégré que le recours quasi exclusif à la répartition détourne trop de prélèvements obligatoires vers les retraites. Cela handicape le développement de l'économie française, sans permettre de préserver le pouvoir d'achat des retraités dans un contexte de démographie déclinante. La clairvoyance consisterait, au contraire, à organiser la montée en puissance de fonds de pensions pour le plus grand nombre. Cela permettrait d'améliorer les retraites en mobilisant les dividendes et plus-values à long terme, au lieu de dépendre exclusivement des prélèvements obligatoires. Cela permettrait aussi de dégager plus de moyens pour surmonter les crises.

Il n'est pas encore temps de faire le bilan de cette pandémie, mais une chose est d'ores et déjà sûre. C'est qu'il conviendrait de faire le travail d'introspection et de passer en revue nos façons de faire. La démarche consistant à toujours compter sur plus de moyens publics, sans s'assurer de leur meilleure allocation, ne nous aide pas à surmonter les crises de façon plus sereine. Elle ne nous aide pas non plus à préserver l'économie française, ce qui accentue nos fragilités au lieu de les réduire.

